**Covid-19**  
**Soutien aux entreprises**

[*contact@cpme-bretagne.fr*](contact@cpme-bretagne.fr)

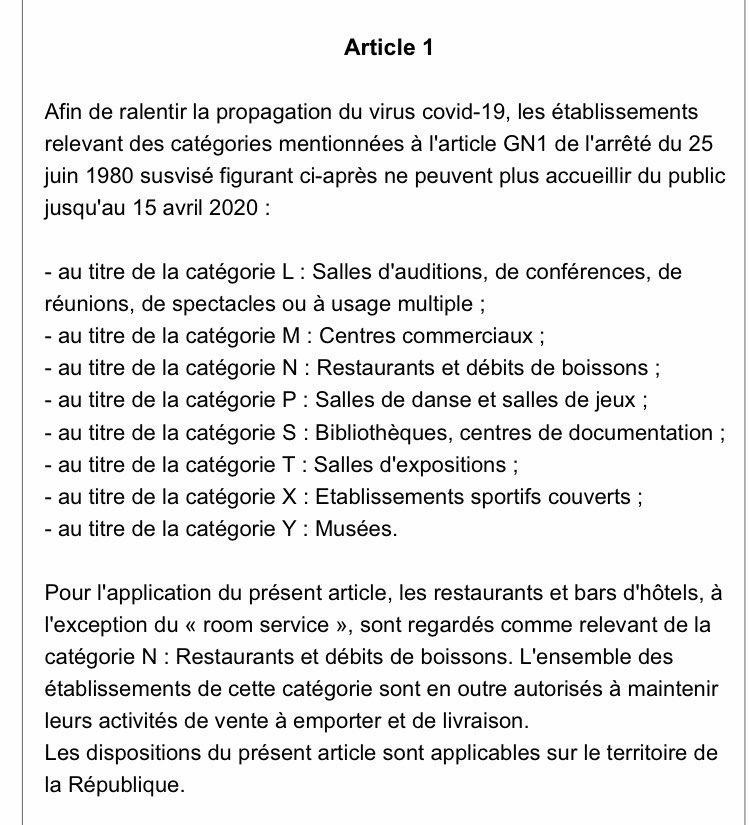
*Tél. :06 47 87 63 87*

*Mise à jour le 27 mars 2020*

***\*tous les liens sont actifs***

***Ce document recense l’essentiel des dispositions et mesures de soutien aux entreprises dans le cadre de la crise Covid-19. Il sera complété et actualisé au fur et à mesure des évolutions de la situation.***

Samedi 14 mars 2020, le Premier Ministre, Édouard Philippe, a annoncé le passage au Stade 3 de l'épidémie du Covid-19. En conséquence, le gouvernement a demandé la fermeture de tous les commerces **non-essentiels** à la vie des français.

Cela concerne notamment les cafés, restaurants, bars et boites de nuit, dont la [liste a été fixée](https://cpmeparisiledefrance.us16.list-manage.com/track/click?u=75f2ffb57f032e2d070f73656&id=5ef6f1c3ed&e=a0791e7b0d) par arrêté.

Ceux classés dans les **catégories L M N P S T X Y** ne peuvent plus accueillir de publics.

À noter que les activités de cuisine pour vente à emporter et livraison des restaurants peuvent se maintenir.

**Nous vous demandons de respecter les consignes gouvernementales et de ne pas ouvrir au public, si votre secteur d'activité est concerné**. Il s'agit en effet d'une mesure sanitaire nécessaire à l'intérêt de la Nation.

Sachez que nous sommes totalement au fait du poids que ces dispositions représentent sur votre activité.

**Coronavirus et le Monde du Travail**

Le ministère du Travail tient à préciser les **modalités d’organisation du travail** qui doivent être adaptées à la suite des décisions du **Premier ministre du samedi 14 mars** et des **recommandations sanitaires** en vigueur.

**Dispositif télétravail**

Modalités d’organisation du travail : [LIRE LE COMMUNIQUÉ](https://drive.google.com/open?id=1r5W0exiS57nDse9EE4WpsOmyxhpyw-S7)

Pour résumer

Doivent impérativement rester à la maison les salariés :

* Malades ou particulièrement vulnérables ;
* Qui sont l’un des deux parents qui assure la garde d’un enfant de moins de seize ans dont l’établissement scolaire est fermé ;
* Qui sont en chômage partiel ;
* Qui travaillent à distance (télétravail).

L’employeur est tenu d’organiser un travail à distance. Il est estimé que plus de 4 postes de travail sur 10 sont praticables à distance.

Lorsque les salariés sont obligés de se rendre physiquement sur leur lieu de travail, parce que leur travail ne peut être effectué à distance et ne peut être différé, l’employeur est tenu de respecter et faire respecter les gestes barrières sur le lieu de travail.

[](https://cpme-pdl.us9.list-manage.com/track/click?u=16df6f45589ed3eca4095be2e&id=62fb615480&e=adc44da79f)

La CPME Bretagne vous accompagne et vous propose [une trame d’accord](https://drive.google.com/open?id=1aHrmhg01cYF8aeE3BLJQLHaHLRlRywB6) collectif ou de charte sur le télétravail à compléter selon vos besoins[. Lien téléchargeable](https://drive.google.com/open?id=1aHrmhg01cYF8aeE3BLJQLHaHLRlRywB6)

**Dispositif de télétravail**

Comment l’employeur peut déclarer les salariés contraints de rester à domicile suite à la fermeture de l’établissement accueillant leur enfant, sans possibilité de télétravail ?

Tous les établissements scolaires et les crèches étant fermés à compter de ce lundi 16 mars 2020 pour une durée a minima de 15 jours, certains parents vont être contraints de rester chez eux pour garder leurs enfants.

La mise en place du télétravail est la solution à privilégier lorsque les fonctions du salarié le permettent.

En cas d’impossibilité, le salarié pourra bénéficier d’un arrêt de travail et d’une indemnisation.  Il appartient à l’employeur de déclarer l’arrêt de travail du salarié concerné via le lien suivant : <https://declare.ameli.fr/>.

Il s’agit d’une déclaration de maintien à domicile. L'employeur envoie ensuite les éléments nécessaires à la liquidation de l’indemnité journalière selon la procédure habituelle applicable aux arrêts maladie.

Pour information, cette procédure s'applique aux salariés du régime général, salariés agricoles, marins, clercs et employés de notaire, les travailleurs indépendants et travailleurs non-salariés agricoles et agents contractuels de la fonction publique. Les autoentrepreneurs se déclarent eux-mêmes dans le téléservice.

Pour bénéficier de cet arrêt de travail dérogatoire, le salarié doit remplir certaines conditions :

-      L’enfant doit être âgé de moins de 16 ans au jour du début de l’arrêt ;

-      Un seul parent peut se voir délivrer un arrêt de travail à la fois. À cet égard, le salarié doit fournir à son employeur une attestation sur l'honneur certifiant qu'il est le seul à demander un arrêt de travail dans ce cadre ;

-      L'arrêt de travail peut être partagé entre les parents. Il est possible de le fractionner en remplissant une demande pour chacune des périodes d'arrêt ;

-      L’entreprise ne doit pas être en situation de mettre, sur cette période, l'employé concerné en télétravail : l'arrêt de travail doit être la seule solution possible.

Dans quel ordre procéder ?

1. Le salarié adresse à l'employeur une attestation (voir modèle en pièce jointe) dans laquelle il s’engage à être le seul parent à demander le bénéfice d’un arrêt de travail pour garder l’enfant à domicile dont il indique le nom et l’âge, le nom de l’établissement scolaire et celui de la commune où l’enfant est scolarisé ;
2. L’employeur déclare le maintien à domicile du salarié en ligne <https://declare.ameli.fr/> et certifie que la mise en place du télétravail n’est pas possible ;
3. L’employeur transmet à son gestionnaire Paie In Extenso la déclaration papier « Service de déclaration en ligne des arrêts de travail » pour chaque salarié concerné. A réception de ces éléments le gestionnaire Paie déclarera un signalement d’arrêt de travail via la DSN afin de déclencher l’indemnisation automatique des salariés concernés. En d’autres termes, c’est véritablement l’envoi d’une DSN maladie par nos services qui déclenche l’indemnisation des salariés. La déclaration [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr/) ne suffit pas.

Les salariés seront indemnisés par la caisse de sécurité sociale et bénéficieront d’un maintien de salaire de l’employeur. S’agissant de l’indemnisation du salarié en cas d’arrêt de travail pour garder son enfant (taux des IJSS, taux du maintien…), nous attendons des précisions.

En application de la question réponse du 9 mars 2020 qui revoit au décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 et au décret n° 2020-193 du 4 mars 2020, vos salariés percevront l’indemnité complémentaire conventionnelle ou légale sans délai de carence. La subrogation sera a priori applicable.

L’arrêt peut être délivré pour une durée de 1 à 14 jours. Au-delà de cette durée, la déclaration devra être renouvelée autant que de besoin.

# Offres de services des acteurs numériques : les entreprises technologiques se sont mobilisées pour proposer gratuitement (ou au moins avec une offre promotionnelle importante) leurs solutions innovantes. **Cette solidarité doit aider les Français à traverser cette épreuve commune. Cliquer sur le lien suivant :** [**Catégories de services présentés**](https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-offre-services-numeriques?xtor=ES-39-%5bBIP_COVID-19%5d-20200326-%5bhttps://www.economie.gouv.fr/coronavirus-offre-services-numeriques%5dhttps://www.economie.gouv.fr/coronavirus-offre-services-numeriques?xtor=ES-39-%5bBIP_COVID-19%5d-20200326-%5bhttps://www.economie.gouv.fr/coronavirus-offre-services-numeriques%5d)

**Activité partielle**

# Quels établissements sont concrètement visés par l’activité partielle dans ce contexte particulier ?

 A l’heure actuelle, ce sont les **établissements relevant des catégories mentionnées à l'article GN1 de** [**l'arrêté du 25 juin 1980**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;?cidTexte=LEGITEXT000020303557) et qui sont listés par l'arrêté du 15 mars :

·         Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple

·         Magasins de vente et Centres commerciaux, sauf pour leurs activités de livraison et de retraits de commandes ;

·         Dans cette catégorie, les établissements exerçant l'une des activités figurant à l'annexe de l'arrêté du 15/03 peuvent toutefois continuer à recevoir du public.

·         Restaurants et débits de boissons, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter, le “room service” des restaurants et bars d'hôtels et la restauration collective sous contrat ;

·         Salles de danse et salles de jeux ;

·         Bibliothèques, centres de documentation ;

·         Salles d'expositions ;

·         Etablissements sportifs couverts ;

·         Musées ;

·         Chapiteaux, tentes et structures ;

·         Etablissements de plein air ;

·         Etablissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances, centres de loisirs sans hébergement, sauf ceux relevant des articles 4 et 5.

·         Les établissements de culte, relevant de la catégorie V, sont autorisés à rester ouverts. Tout rassemblement ou réunion de plus de 20 personnes en leur sein est interdit jusqu'au 15 avril 2020, à l'exception des cérémonies funéraires.

Si votre activité est contrainte de fermer suite aux annonces d’Édouard Philippe ou si votre activité est réduite compte tenu du contexte, vous pouvez recourir au dispositif d’activité partielle.

Ce dispositif vous permet, selon vos besoins, de réduire temporairement l’horaire de travail pratiqué dans l’entreprise en deçà de la durée contractuelle du travail de vos salariés ou demander à vos salariés de cesser temporairement toute activité et de bénéficier d’une prise en charge financière de l’État.

La mise en œuvre de l’activité partielle obéit à un certain formalisme, notamment une demande d’autorisation préalable auprès de la Direccte par voie dématérialisée (précisant notamment le contexte de l’entreprise). Celle-ci dispose d’environ 48 heures, pour donner son autorisation ou son refus.

Compte tenu du contexte, la Direccte devrait faire preuve d’une grande souplesse.

En ce qui concerne la rémunération des salariés, vous devez rémunérer les heures effectuées aux conditions habituelles. Pour les heures perdues en dessous de la durée contractuelle du travail, les salariés perçoivent une indemnisation. En effet, pour chaque heure indemnisable, vous devez verser aux salariés une indemnité égale à 70 % de leur rémunération brute de référence ou au minimum le SMIC net.

Je vous précise toutefois que ces obligations ne concernent que les heures en deçà de 35 heures. Vous n’êtes tenu à aucune obligation de maintien de salaire pour les heures entre 35 et 39 heures. Ainsi, le chômage partiel entrainera une baisse conséquente du salaire net de votre salarié.

Le versement du salaire a lieu chaque mois aux échéances normales de paie.

Le remboursement se fait par le biais d’une demande d’indemnisation des heures chômées à l'Agence de services et de paiement. Celle-ci vous versera mensuellement une allocation de 7.74 euros par heure indemnisable, par salarié.

**Consultez les fiches :**

* **S’inscrire et se connecter au** [**service dématérialisé d’activité partielle**](https://drive.google.com/open?id=1dIrJ1N8AYsOV9hCHkCcfOsPXce2RA7eJ)

-          Description du [**nouveau système d’activité partielle**](https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/activite-partielle), beaucoup plus protecteur pour les entreprises et les salariés, qui sera adopté par décret, mais sera **rétroactif pour couvrir toutes les demandes formulées depuis le 1er mars** :

-    [**Règles d’éligibilité à l’activité partielle**](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-employeurs-etes-vous-eligibles-a-l-activite-partielle), appliquées par les Direccte

- Le Gouvernement précise les [nouvelles règles applicables aux demandes](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_25_covid19-dispositif-exceptionnel-activite-partielle.pdf) d’indemnisation qui ont été déposées au titre de l’activité partielle, à compter du 1er mars 2020

* Une assistante téléphonique gratuite a été mise en place pour accompagner les employeurs dans la prise en main de l’outil « [activité partielle](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-Activite-partielle-delai-de-30-jours-pour-deposer-sa-demande)» **0 800 705 800** *(accessible de 8h à 18h).* Les demandes d’assistance technique sont à adresser par courriel : [contact-ap@asp-public.fr](mailto:contact-ap@asp-public.fr)

# Coronavirus - COVID-19 | Sécurité et santé des travailleurs : les obligations générales de l’employeur

-    **Étendue et limite de la** [**responsabilité de l’employeur**](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/securite-et-sante-des-travailleurs-et-coronavirus-les-obligations-generales-de) **vis-à-vis des salariés dans la période**

**Chômage partiel**

Seuls les salariés bénéficient des mesures de chômage partiel.

Ne sont donc pas concernés les travailleurs indépendants, les mandataires sociaux, les stagiaires.

Les apprentis peuvent également bénéficier du dispositif.

Les salariés sous convention de forfait en heures ou en jours sur l’année sont :

* Exclus du champ d’application de l’activité partielle en cas de réduction d’horaire ;
* Mais pas en cas de fermeture de tout ou partie d’établissement partielle. Ainsi, dès qu’un établissement est fermé, pour une durée minimale d’une demi-journée, ces 2 catégories de salariés sont éligibles au bénéfice de l’activité.

Concernant la notion de « fermeture d’établissement », il faut entendre l’arrêt total de l’activité :

* D’un établissement ou partie d’établissement,
* Ou d’une unité de production,
* Ou d’un service, ✓ Ou d’un atelier,
* Ou bien encore d’une équipe chargée de la réalisation d’un projet notamment en matière de prestations intellectuelles.

Le chômage partiel concerne les entreprises qui, après avoir mis en place toutes les mesures pour maintenir leur activité (télétravail et congés payés, dans la mesure du possible, etc.), sont contraintes de réduire ou de suspendre leur activité.

Point important à noter : Chômage partiel simplifié

Au cours des prochains jours, une ordonnance supplémentaire devrait être publiée, afin de **faciliter le recours au chômage partiel.** Le dispositif sera ouvert **aux employés à domicile, aux assistantes maternelles ainsi qu’aux VRP et aux salariés dont le temps de travail est décompté en jours et non pas en heures.**

Des améliorations seront, de surcroît, apportées, notamment pour les personnes travaillant à temps partiel : ainsi, ceux qui sont à mi-temps au salaire minimum percevront **100% de la moitié du SMIC (et non pas 84% comme aujourd’hui).**

Le gouvernement prévoit aussi de renforcer la**protection des parents** qui sont aujourd’hui contraints de garder leur enfant, et pour qui il n’y aura ni délai de carences, ni conditions d’ancienneté. L’ordonnance prévoit que leur rémunération sera au moins égale à **90% de leur salaire net.**

Votre demande doit indiquer précisément **les effets de l’épidémie de Covid19 sur l’activité de votre entreprise.** Ces précisions conditionnent le **délai de traitement**de votre demande.

L’entreprise doit **justifier de réelles difficultés économiques**, qui peuvent notamment être causées par l’**interruption temporaire des activités non-essentielles, la baisse d’activité liée à l’épidémie** (par exemple : difficultés d’approvisionnement, annulation de commandes…), **l’interdiction de manifestations publiques** à la suite d’une décision administrative, ou encore l’**absence de salariés indispensables à l’activité**de l’entreprise.

**Conservez tous les éléments pouvant préciser et appuyer cette demande durant 3 ans.** [Télécharger la fiche dédiée à l’activité partielle](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-03/200319_activit%C3%A9_partielle.pdf)

**Les nouveautés publiées** à la Une du Journal Officiel

* Vous avez désormais deux mois après la demande pour consulter le comité social et économique et transmettre son avis à l'administration.
* Vous avez un délai de 30 jours à compter du placement des salariés en activité partielle pour faire votre demande lorsqu'elle est justifiée par le motif de circonstances exceptionnelles.
* Jusqu'au 31 décembre 2020, le délai d'acceptation exprès ou tacite des demandes d'autorisation préalable est ramené de 15 à 2 jours.

**Les dispositions en attente de publication au JO**

* Ouverture du dispositif aux employés à domicile, aux assistantes maternelles ainsi qu’aux VRP et aux salariés dont le temps de travail est décompté en jours et non en heures.
* Améliorations pour les personnes travaillant à temps partiel : les salariés à mi-temps au Smic percevront 100% de la moitié du Smic (et non pas 84% comme aujourd’hui).

Protection des parents qui sont aujourd’hui contraints de garder leur enfant, pour qui il n’y aura ni délai de carences, ni conditions d’ancienneté.

**Nous précisons que la CPME Nationale ne partage pas l’analyse qui est faite quant à la responsabilité pénale de l’employeur. Nous maintenons notre demande de voir celle-ci expressément limitée dans la période actuelle à une obligation de moyen.**

**Durée du travail portée jusqu’à 60H par semaine**

Le gouvernement **rallonge la durée légale du travail**, jusqu’à 60 heures par semaine, contre 48 heures actuellement, et 46 heures contre 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines.

Ces rallongements du temps de travail devront se faire en «*respectant naturellement les temps de repos et en majorant les heures supplémentaires dès la 36e heure de travail* » a précisé la ministre du Travail.

Cette nouvelle mesure s’applique uniquement aux secteurs, « *jugés essentiels à la continuité de la vie économique et à la sûreté de la nation,* ». La liste de ces secteurs, qui seront soumis à ces dérogations temporaires, sera publiée par décret. Seraient notamment concernés les secteurs de « l'énergie », des « télécoms », de « la logistique », des « transports » ou encore de « l'agroalimentaire », a précisé l'entourage de la ministre du Travail.  
  
Le **travail du dimanche** sera également ouvert pour ces secteurs définis, sur la base du volontariat.  
  
Tout employeur faisant usage d’au moins une des dérogations admises devra en informer sans délai le comité social et économique ainsi que le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi.

**Souplesse pour les congés payés et RTT**

L’article 1er de l'**Ordonnance portant mesures d’urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos"** permet à un accord collectif de branche ou d’entreprise d’autoriser l’employeur, par dérogation aux dispositions applicables en matière de durée du travail et de prise des congés payés et aux stipulations conventionnelles en vigueur au niveau de l’entreprise de l’établissement ou de la branche, d’imposer la prise de congés payés ou de modifier les dates d’un congé déjà posé, dans la limite de six jours ouvrables, soit une semaine de congés payés, en respectant un délai de prévenance d’au moins un jour franc.

Consulter :

* [L’ordonnance portant mesures d’urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos](https://drive.google.com/file/d/1G8oUsIeIno2G02jNHeDphWttQre3h88X/view)
* [Lire l'ordonnance qui modifie à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l’intéressement et de la participation](https://drive.google.com/file/d/19Et3ZiIR7OiEG2RM_sh42t1vI4eyoAEW/view)

# **Covid-19 : attestation de déplacement**

Comme vous le savez, le Président de la République a annoncé que les déplacements des Français étaient limités à compter du 17 mars midi. Vous trouverez ici un exemple d’attestation de déplacement à remplir pour vous et vos équipes.

* Nouvelle [Attestation de déplacement dérogatoire](https://drive.google.com/open?id=11NlUU2YFJPJ56ALiU7-OolurH0tqB7eT)
* Nouveau [Justificatif de déplacement](https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2020/03/justificatif-deplacement-professionnel-fr.pdf) professionnel
* Consultez le texte du [décret relatif à cette mesure](https://drive.google.com/open?id=1aZvF-QntwzV6xSN2Zxes3cGoY5barDSj)

Consulter le courrier sur la continuité de l’activité professionnelle :

* [Continuité de l’activité professionnelle – courrier du 20 mars Bruno Le Maire, Muriel Penicaud et Olivier Veran](https://drive.google.com/open?id=1iRf6OyEOlLEzKhI1t65arV91KuS6UQht)

# **Conditions d'ouverture et de déplacements des salariés**

Depuis le 16 mars 2020, suite à la pandémie de coronavirus et pour des raisons de santé publique, plusieurs lieux doivent demeurer fermés au public.  Quels sont les magasins fermés jusqu'au 15 avril ? Quels sont les lieux qui peuvent rester ouverts ? Retrouvez dans [cette fiche tout](https://drive.google.com/open?id=1ZNGOYd_cztmPGn3Q2IgIgMrKzpq5qpFs)es les informations nécessaires.

Consultez [la liste des commerces](https://drive.google.com/open?id=1msrPiNz87xTykHe5A6M4s5ZFYRRdlDJi) qui peuvent rester ouverts et les sanctions

**A noter : ces interdictions concernent les lieux recevant du public. Certaines activités non ouvertes au public peuvent donc continuer à s’exercer au sein des entreprises ou des chantiers.**

**Quelles aides sont accessibles aux entreprises ?**

Pour aider les **TPE-PME** à gérer cette crise sanitaire dont l**’impact économique** est déjà fort, plusieurs mesures ont été travaillées lors de réunions auxquelles la CPME a activement participé, puis annoncées par le gouvernement

Si vous êtes impacté, **des mesures sont mobilisables**, notamment en matière de :

* **Report d’échéances sociales et/ou fiscales** (URSSAF, impôts)
* Un **plan d'étalement de créances** avec l’appui de l’Etat et de la Banque de France
* Obtention ou maintien d’un **crédit bancaire** via Bpifrance
* Financement des salariés par le mécanisme de **chômage partiel**
* Appui au **traitement d’un conflit avec des clients ou fournisseurs**

Dans [la fiche pratique](https://drive.google.com/open?id=1fJYVsQkpzdpb_lOmlmSnmG3Vo5cV0ALA), retrouvez le dispositif des régions qui s’engagent aussi aux côtés des PME pour les aider à faire face à cette crise inédite. Soutien de la trésorerie, renforcement des capacités de garantie, accompagnement, etc.

La **CPME** a [regroupé dans une fiche](https://drive.google.com/file/d/1qMCywQgwlOPihqluVtHRAkO2guxGTnmz/view) toutes ces **aides** de manière claire et exhaustive, et surtout les **contacts et modalités** pour en bénéficier.

**Autres mesures de soutien aux entreprises**

* Les réponses du Gouvernement aux **difficultés rencontrées par les indépendants dont les micro-entrepreneurs :**

<https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/covid-independants.pdf>

* Pour soutenir les trésoreries des entreprises et des professionnels, lancement ce mercredi 25 mars des **« prêts garantis par l’Etat »** avec la mobilisation de l’Etat, de la Fédération Bancaire Française et Bpifrance. Ce dispositif inédit et ouvert à tous les secteurs d’activité, va permettre à l’Etat de garantir pour 300 milliards d’euros de prêts. Modalités pratiques :

<https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/dp-covid-pret-garanti.pdf>

* Le **Médiateur des entreprises.** Pendant cette situation inédite liée au coronavirus, le Médiateur des entreprises se mobilise et adapte son fonctionnement pour aider toutes les entreprises. Toutes les médiations sont effectuées par téléphone ou visioconférence donc n'hésitez pas les consulter si besoin.

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

* **la Banque des Territoires active des mesures exceptionnelles.** [**Consultez le communiqué**](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_20_cp_mesures_exceptionnelles_banque_des_territoires_covid-19.pdf)
* Le Gouvernement apporte des **réponses aux difficultés rencontrées par les indépendants, dont les micro-entrepreneurs**, frappés par la crise sanitaire. [Document mis à jour le 23/03/2020](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_23_covid-independants.pdf)
* Les services de la Direccte Bretagne ont produit [un document qui rappellent les obligations qui incombent au maitre d’ouvrage avant la réouverture d’un chantier du BTP de niveau 1](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_25_direccte_bretagne_reouverture_chantier_btp.pdf)
* Dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre le COVID-19, l’**Agence de l’Innovation de Défense** (AID) lance un **appel à projets** visant à disposer de propositions pour lutter contre la pandémie. Il porte sur la recherche de solutions innovantes, qu'elles soient d’ordre technologique, organisationnel, managérial ou d’adaptation de processus industriels, qui pourraient être directement mobilisables afin de : protéger la population, soutenir la prise en charge des malades, tester la population, surveiller l’évolution de la maladie au niveau individuel et l’évolution de la pandémie, ou aider à limiter les contraintes pendant la période de crise. [Pour en savoir plus.](https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/appel-a-projets-aid-covid-19?utm_source=Liste+principale&utm_campaign=32fb73518c-EMAIL_CAMPAIGN_2020_03_19_02_52_COPY_03&utm_medium=email&utm_term=0_e1a672f5a4-32fb73518c-305041729)
* **Plan d’urgence de soutien dédié aux start-ups de près de 4 milliards d’euros**
  + Une enveloppe de 80 millions d’euros, financée par le Programme d’investissements d’avenir (PIA) et gérée par Bpifrance, afin de financer des bridges entre deux levées de fonds
  + Des prêts de trésorerie garantis par l’Etat pouvant aller spécifiquement jusqu’à deux fois la masse salariale France 2019, ou, si plus élevé,25 % du chiffre d’affaires annuel comme pour les autres entreprises
  + Le remboursement accéléré par l’État des crédits d'impôt sur les sociétés restituables en 2020, dont le crédit impôt recherche (CIR) pour l’année 2019, et des crédits de TVA
  + Le versement accéléré des aides à l’innovation du PIA déjà attribuées mais non encore versées, pour un montant total estimé de 250 millions d’euros
  + Enfin, l’État maintient, à travers Bpifrance, son soutien aux entreprises innovantes avec près d’1,3 milliard d’euros d’aides à l’innovation prévu pour 2020

Pour en savoir plus [télécharger le communiqué de presse](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_25_cp128_-plan_durgence_de_soutien_dedie_aux_start_up.pdf)

* **Pour permettre aux consommateurs de soutenir leurs commerces de proximité et aux commerces de proximité de poursuivre** [une activité en ligne](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-Vente-en-ligne) et d’écouler leurs stocks, Cédric O,  et Agnès Pannier-Runacher,  ont rendu publiques les offres, gratuites ou préférentielles, recueillies auprès de nombreuses entreprises du e-commerce, pour fournir des solutions en matière de vente en ligne, de paiement ou de livraison.

**Cotisation URSSAF : Mesures exceptionnelles pour les entreprises touchées par le coronavirus !**

L’Urssaf Bretagne est mobilisée et met en place des mesures d’accompagnement. Ainsi, les employeurs ou travailleurs indépendants ayant subi une perturbation majeure de leur activité sont invités à se rapprocher de l’Urssaf afin que la solution la plus adaptée soit trouvée. Ces demandes seront traitées de manière prioritaire par l’organisme, par une équipe dédiée.

**Pour les employeurs**, il est possible de solliciter :

* Le report des cotisations sociales
* L’octroi de délais (échelonnement de paiements)
* Une remise exceptionnelle des majorations et pénalités de retard sur les périodes ciblées.

**Employeur** : connectez-vous en priorité à votre espace en ligne sur [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr) et signalez votre situation via la rubrique : « Une formalité déclarative » / « Déclarer une situation exceptionnelle ».

Il vous est également possible de joindre l’Urssaf par téléphone au 3957 (0,12€ / min + prix appel) ou d’adresser un courrier en spécifiant la mention « Dispositif de crise Covid-19 »à l’adresse suivante : **Urssaf Bretagne -** TSA 40015 - 93517 Montreuil cedex

**Pour les travailleurs indépendants** il est possible de demander :

* Une anticipation de la régularisation annuelle afin d’obtenir un recalcul des cotisations cohérent avec les résultats de l’entreprise (revenus ou chiffre d’affaires) et obtenir un nouvel échéancier de paiement des cotisations provisionnelles,
* L’octroi de délais (échelonnement de paiements)
* Une remise exceptionnelle des majorations et pénalités de retard sur les périodes ciblées.
* De solliciter l’intervention de l’action sociale pour la prise en charge partielle ou totale des cotisations au titre de l’aide aux cotisants en difficulté, ou pour l’attribution d’une aide financière exceptionnelle.

Travailleur indépendant, artisan, commerçant, professions libérales (hors praticiens auxiliaires médicaux) : connectez-vous en priorité sur le site [www.secu-independants.fr](file:///C:\Users\Utilisateur\Desktop\CORONAVIRUS\www.secu-independants.fr) , rubrique action sociale/ demander une aide pour réajuster vos revenus, solliciter un délai ou une demande d'aide sociale. Vous pouvez également joindre l’Urssaf par téléphone au 3698 (service gratuit + prix d’un appel).

**Mesures exceptionnelles pour le paiement de vos impôts**

Afin de tenir compte de l’impact de l’épidémie de coronavirus COVID-19 sur l’activité économique, et conformément aux annonces du Président de la République le 12 mars 2020, la **DGFiP se mobilise pour accompagner les entreprises et les entrepreneurs individuels** qui rencontrent des difficultés pour déclarer ou payer leurs prochaines échéances.

**Si vous êtes une entreprise** (ou si vous êtes expert-comptable et intervenez pour des clients dans cette situation), vous pouvez demander à votre service des impôts des entreprises le report sans pénalité du règlement de vos prochaines échéances d'impôts directs (acompte d'impôt sur les sociétés, taxe sur les salaires).

**Cotisations sociales**

Modulation et report des prélèvements à la source

**Report des impôts directs**

Si vous avez déjà réglé vos échéances de mars, vous avez peut-être encore la possibilité de vous opposer au prélèvement SEPA auprès de votre banque en ligne.

Sinon, vous avez également la possibilité d'en demander le remboursement auprès de votre service des impôts des entreprises, une fois le prélèvement effectif.

* **Si vous êtes travailleur indépendant**, nous vous rappelons que vous pouvez moduler à tout moment votre taux et vos acomptes de prélèvement à la source. Vous pouvez aussi reporter le paiement de vos acomptes de prélèvement à la source sur vos revenus professionnels d’un mois sur l’autre jusqu’à trois fois si vos acomptes sont mensuels, ou d’un trimestre sur l’autre si vos acomptes sont trimestriels. Toutes ces démarches sont accessibles via votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://cpme-pdl.us9.list-manage.com/track/click?u=16df6f45589ed3eca4095be2e&id=a188c4f9c4&e=adc44da79f), rubrique « Gérer mon prélèvement à la source » : toute intervention avant le 22 du mois sera prise en compte pour le mois suivant.
* **Si vous avez un contrat de mensualisation** pour le paiement de votre CFE ou de votre taxe foncière, vous avez la possibilité de le suspendre sur [impots.gouv.fr](https://cpme-pdl.us9.list-manage.com/track/click?u=16df6f45589ed3eca4095be2e&id=2f418a7dfc&e=adc44da79f) ou en contactant votre Centre prélèvement service : le montant restant vous sera prélevé au solde, sans pénalité.

Pour faciliter l'ensemble de vos démarches, la **DGFiP** met à votre disposition un modèle de demande, disponible sur le site [impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr/portail/), à adresser à votre service des impôts des entreprises.

Pour toute difficulté, n’hésitez pas à vous rapprocher de votre service des impôts des entreprises, par la messagerie sécurisée de votre espace professionnel, par courriel ou par téléphone.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | **CFE & Taxe foncière mensualisées ?** | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | Suspension des prélèvements  Pour les contrats de mensualisation pour le paiement du CFE ou de la taxe foncière, vous pouvez suspendre le prélèvement sur [impots.gouv.fr](https://cpmeparisiledefrance.us16.list-manage.com/track/click?u=75f2ffb57f032e2d070f73656&id=f6bc59c1e2&e=a0791e7b0d) ou en contactant votre service des impôts.  Pour faciliter l’ensemble des démarches, la DGFiP met à disposition un modèle de demande. [> Télécharger le document](https://www.impots.gouv.fr/portail/actualite/demande-de-delai-de-paiement-ou-de-remise-pour-les-entreprises-en-difficulte-suite-au)  **Pour toute difficulté dans le paiement des impôts, ne pas hésiter à se rapprocher du service des impôts des entreprises, par la messagerie sécurisée de votre espace professionnel, par courriel ou par téléphone.** | | |

**Les informations détaillées sont disponibles sur les sites habituels :**

Vous êtes employeur ou profession libérale ?

[https://www.urssaf.fr/portail/home/actualites/toute-lactualite-employeur/mesures-exceptionnellespour-les.html](https://www.urssaf.fr/portail/home/actualites/toute-lactualite-employeur/mesures-exceptionnellespour-les.html )

Vous êtes travailleurs indépendants artisan commerçant ?

[https://www.secu-independants.fr/cpsti/actualites/actualites-nationales/epidemie-de-coronavirus/](https://www.secu-independants.fr/cpsti/actualites/actualites-nationales/epidemie-de-coronavirus/ )

Pour connaitre le détail des mesures sur les échéances sociales et fiscales : <https://www.economie.gouv.fr/mesures-exceptionnelles-urssaf-et-services-impots-entreprises>

**Mobilisation totale des banques françaises : des modalités simples et concrètes au service des entreprises**

Les banques ont fait part, dès la semaine dernière, de leur **totale mobilisation** afin d’accompagner leurs clients, en particulier commerçants, professionnels, petites et moyennes entreprises, qui pourraient faire face à des difficultés résultant du développement de l’épidémie de coronavirus pouvant impacter temporairement leur activité.

**Les banques françaises sont à vos côtés** pour vous accompagner dans cette période exceptionnelle. [LIRE LE COMMUNIQUÉ](https://drive.google.com/open?id=1Isib3UXLc_bMFLc1-1I1x2354_vJWUlu)

**Des prêts garantis à 90% par l'État**

Emmanuel Macron a annoncé le 16 mars un dispositif de garantie de l’État pour des prêts accordés par les banques pour les entreprises impactées par le Covid–19.

# #COVID19 [| Tout savoir sur les prêts garantis par l’État](https://drive.google.com/open?id=1VmKaow7R9LsvmFkejkfObTChNE3MRh4E)



**Mobilisation de BPI France**

Plan de soutien d'urgence aux entreprises de [@Bpifrance](https://twitter.com/Bpifrance) dans le cadre des premières mesures d’aide et d’accompagnement mises en place par le Gouvernement.

BPI France active des mesures exceptionnelles de soutien aux entreprises impactées par le coronavirus (aide au financement de la trésorerie notamment)

**Toutes les aides** [**sur leur site**](https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/Coronavirus-Bpifrance-active-des-mesures-exceptionnelles-de-soutien-aux-entreprises-49113) **et contacter Bpifrance au numéro suivant : 0 969 370 240**

Mesures exceptionnelles d’accompagnement financier pour les TPE, PME et entreprises de taille intermédiaire.

Financements en cours des entreprises

* **Financements bancaires garantis par Bpifrance**

Un report d'échéances pourra être accordé sur demande de l’entreprise à son interlocuteur bancaire habituel. Ce dernier transmettra alors la demande de report de la garantie à Bpifrance, qui la traitera, sans coût additionnel.

* **Financements bancaires octroyés par Bpifrance**

Bpifrance reporte automatiquement les échéances de l’ensemble de ses clients pour une durée de 6 mois. Cette mesure sera applicable à compter du 20 mars 2020.

Nouveaux dispositifs mis en place par Bpifrance

* **Dispositifs de Garantie**

**Comment faire** ? Se rapprocher directement de son banquier, qui contactera la Direction régionale Bpifrance de son territoire.

* **Garantie renforcement de la trésorerie des entreprises**

Ce dispositif permet de garantir :

* + Les crédits à moyen terme mis en place par la banque pour soutenir la trésorerie
  + La transformation avec augmentation de crédits court terme des banques en moyen terme.

L’objectif est une augmentation des fonds disponibles pour l’entreprise.

**Pour qui ?** La garantie s’adresse aux TPE, PME et Entreprises de Taille Intermédiaires indépendantes (ETI) quelle que soit leur date de création.

**Caractéristiques de la garantie :**

* Taux de couverture : Jusqu’à 90% du montant des prêts

Plafond de risque : 5M€ pour les PME et 30M€ pour les ETI. En savoir plus sur la [Garantie Renforcement de la trésorerie](https://drive.google.com/file/d/1fbcpyt3iwaU9VuKEs_UGBPyclEJODsZF/view)

* Garantie Ligne de Crédit Confirmé

Ce dispositif permet de garantir la mise en place ou le renouvellement de lignes de crédit court terme confirmées sur une durée de 12 ou 18 mois.

**Pour qui ?** Cette garantie s’adresse aux TPE, PME et Entreprises de Taille Intermédiaires indépendantes (ETI) quelle que soit leur date de création.

**Caractéristiques de la garantie :**

* Taux de couverture : Jusqu’à 90% des lignes confirmées par la banque  
  Plafond de risque : **5M€ pour les PME et 30M€ pour les ETI.** En savoir plus sur [la Garantie Ligne de Crédit Confirmé](https://drive.google.com/file/d/171klg9dn1AVo8QzXG7VXdsZU_R8Swnv_/view)

**Dispositifs de Financement**

Comment faire**? L’entreprise est invitée à se rapprocher directement de la Direction régionale Bpifrance de son territoire –** [**www.bpifrance.fr**](https://cpme-pdl.us9.list-manage.com/track/click?u=16df6f45589ed3eca4095be2e&id=b82e8fe792&e=6e4e2e2644)

* Prêt Atout

Il s’agit d’un **crédit à moyen terme sans garantie** mis en place, en partenariat avec la banque, pour couvrir les besoins de trésorerie liés à la crise actuelle.

**Pour qui** ? TPE, PME et Entreprises de Taille Intermédiaires indépendantes (ETI) possédant 12 mois de bilan minimum.

**Caractéristiques** : Le montant maximum de ce prêt s’élève à 5M€ pour les PME et 30M€ pour les ETI. Sa durée est comprise entre 3 et 5 ans, dont 6 à 12 mois de différé d’amortissement du capital. [En savoir plus sur le Prêt atout](https://drive.google.com/file/d/1iQW4EXJp65nviLT916ZUoYF4k55TRXrE/view)

**Fonds de solidarité**

De nouvelles précisions ont été publiées sur le Fonds de solidarité annoncée par Emmanuel Macron, notamment pour les personnes et entreprises éligibles

### Le fonds de solidarité, en bref

L’État a mis en place, avec les Régions, un Fonds de solidarité doté d’un milliard d’euros pour le mois de mars qui permettra le versement d’une aide défiscalisée aux plus petites entreprises, aux indépendants, aux micro-entrepreneurs et aux professions libérales touchés par la crise du coronavirus.

##### Qui est concerné par cette aide ?

Les très petites entreprises (TPE), indépendants, micro-entrepreneurs et professions libérales ayant **un chiffre d’affaires inférieur à 1 million d’euros et un bénéfice annuel imposable inférieur à 60 000 euros**.

##### Quelles sont les conditions pour bénéficier de l’aide ?

* **Soit** avoir fait l’objet d’une **fermeture administrative**
* **Soit** avoir subi une perte de **70% de chiffre d’affaires** en mars 2020 par rapport à mars 2019

Nota bene : Pour ceux dont la structure a été créée après mars 2019, c’est le chiffre d’affaires mensuel moyen depuis la création qui est pris en compte dans le calcul.

##### Quel est le montant de l’aide ?

**L’aide est composée de plusieurs niveaux**

* **Jusqu’à 1 500 euros** peuvent être versés par la Direction générale des finances publiques (DGFIP)
* **Pour les entreprises qui connaissent le plus de difficulté, une aide complémentaire de 2 000 euros** peut être obtenue au cas par cas auprès des Régions

##### Comment bénéficier de l’aide ?

* **Pour l’aide de la DGFIP**, rendez-vous dès le 1er avril sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr).
* **Pour l’aide complémentaire**, contactez votre région à partir du 15 avril.

### *Questions-Réponses détaillé*

###### *Le fonds de solidarité, c’est quoi ?*

*C’est un fonds créé par l’État et les Régions pour prévenir la cessation d’activité des très petites entreprises (TPE), micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, avec un chiffre d’affaires annuel inférieur à 1 million d’euros et un bénéfice annuel imposable inférieur à 60 000 euros, particulièrement touchées par les conséquences économiques du covid-19. Il s’agit d’entreprises qui ont fait l’objet d’une interdiction d’accueil du public ou d’une perte de chiffre d’affaires d’au moins 70 % en mars 2020 par rapport à mars 2019.*

Ce *fonds de solidarité permet de verser une aide directe aux entreprises concernées en complément d’autres mesures ou d’autres aides qu’elles peuvent avoir par ailleurs*.

***Le fonds comporte deux volets :***

*Le premier volet permet à l’entreprise de bénéficier d’une aide d’un montant égal à la perte déclarée de chiffre d’affaires en mars 2020, dans la limite de 1 500 €.*

*La référence pour le calcul de la perte de chiffre d’affaires est précisée dans le tableau ci-dessous :*

|  |  |
| --- | --- |
| Entreprises existantes au 1 mars 2019 | Chiffre d’affaires du mois de mars 2019 |
| Entreprises créées après le 1 mars 2019 | Chiffre d’affaires mensuel moyen entre la date de création et le 1 mars 2020 |
| Entrepreneur ayant bénéficié d’un congé pour maladie, accident du travail ou maternité en mars 2019 | Chiffre d’affaires mensuel moyen entre le 1 avril 2019 et le 1er mars 2020 |

*Le second volet permet aux entreprises qui bénéficient du premier volet de percevoir une aide complémentaire forfaitaire de 2000 € lorsque :*

* *Elles se trouvent dans l’impossibilité de régler leurs créances exigibles à trente jours ;*
* *Elles se sont vues refuser un prêt de trésorerie d’un montant raisonnable par leur banque.*

*Pour en faire la demande, l’entreprise doit avoir au moins un salarié. Les régions seront en charge de l’instruction de ce deuxième volet.*

###### *Qui finance le fonds de solidarité ?*

*Le fonds est financé par l’État, les Régions et les collectivités d’outre-mer. Il est ouvert aux contributions d’autres collectivités et de donateurs privés. Les compagnies d’assurance ont déjà annoncé une contribution de 200 millions d’euros.*

###### *Qui bénéficie de ce fonds de solidarité ?*

*Ce fonds s’adresse aux commerçants, artisans, professions libérales et autres agents économiques, quel que soit leur statut (société, entrepreneur individuel, association…) et leur régime fiscal et social (y compris micro-entrepreneurs), ayant :*

* *Un effectif inférieur ou égal à 10 salariés ;*
* *Un chiffre d’affaires sur le dernier exercice clos inférieur à 1 000 000€ ;*
* *Un bénéfice imposable inférieur à 60 000 €.*

*Leur activité doit avoir débutée avant le 1er février 2020 et il ne doit pas y avoir eu de déclaration de cessation de paiement avant le 1er mars 2020.*

*Par ailleurs, les titulaires d’un contrat de travail ou d’une pension de retraite et les entrepreneurs ayant bénéficié d’au moins deux semaines d’arrêt maladie en mars ne sont pas éligibles.*

###### *Quelles démarches pour bénéficier du fonds de solidarité ?*

***Pour le premier volet de l’aide :***

*A partir du 1er avril 2020, les entreprises pourront faire leur demande sur le site impot.gouv.fr en renseignant les éléments suivants : SIREN, SIRET, RIB, chiffre d’affaires, montant de l’aide demandée, déclaration sur l’honneur.*

*La DGFiP effectuera des contrôles de premier niveau et versera l’aide rapidement au demandeur. Des contrôles de second niveau pourront être effectués par la DGFiP postérieurement au versement de l’aide.*

***Pour le second volet de l’aide :***

*A partir du 15 avril 2020, l’entreprise se rendra sur une plateforme ouverte par la région dans laquelle ils exercent leur activité. Afin que les services de la région puissent examiner la demande, l’entreprise joindra une estimation étayée de son impasse de trésorerie, une description succincte de sa situation démontrant le risque imminent de faillite ainsi que le nom de la banque dont l’entreprise est cliente lui ayant refusé un prêt de trésorerie d’un montant raisonnable, le montant du prêt demandé et son contact dans la banque.*

*L’aide sera versée par la DGFiP.*

###### *Toutes les entreprises qui font la demande auront automatiquement 1 500 euros ?*

*Si l’entreprise remplit les conditions d’octroi de l’aide versée au titre du premier volet, elle percevra automatiquement au plus 1 500 euros. Cette somme sera défiscalisée.*

###### *Pourquoi plafonner l’aide à 1500 euros ?*

*Le fonds a été paramétré de manière à soutenir un maximum d’entreprises et de commerce, en vue découvrir leurs frais fixes pour la période sur laquelle elles sont impactées.*

*Pour rappel, l’aide mise en place par l’État ne se limite pas à ce seul fonds et de nombreuses mesures sont en place, telles que notamment l’indemnisation du chômage partiel des salariés, le report des échéances sociales et fiscales, ou encore la garantie des prêts de trésorerie.*

###### *Comment faire si j’ai créé mon activité après le mois de mars 2019 ?*

*S’il est impossible de comparer le niveau d’activité entre mars 2019 et mars 2020, alors la comparaison se fera entre le niveau de chiffre d’affaires en mars 2020 et la moyenne mensuelle du chiffre d’affaires sur les mois d’activité depuis la création de l’entreprise*

###### *Pourquoi se limiter aux entreprises qui ont une baisse de chiffre d’affaires de 70% ou plus ?*

*L’objectif de ce fonds est d’aider les entreprises qui ont connu une baisse très significative de leur activité, afin de les soutenir face à cette situation exceptionnelle. Le seuil de 70% a été choisi de manière à soutenir les activités les plus en difficulté.*

###### *Pourquoi le deuxième volet du fonds est-il limité aux entreprises qui comptent au moins 1 salarié ?*

*Le deuxième volet du fonds, instruit sur dossier par les régions, est un dispositif « anti-faillite » pour les très petites entreprises qui, malgré les différentes mesures déployées par le gouvernement, seraient encore en risque de défaillance en raison principalement de leurs frais fixes.*

###### *Le fonds de solidarité sera-t-il renouvelé pour le mois d’avril ?*

*Le fonds de solidarité a été abondé pour le mois de mars. Il pourra être renouvelé si nécessaire, au regard de l’évolution des mesures de confinement et de leur impact sur l’activité économique.*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | **Quels droits et obligations pour mon entreprise ?** | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | Le **Ministère du Travail** a mis en ligne un document visant à mieux **informer les employeurs et les salariés** sur la gestion de l'épidémie de coronavirus en entreprise. | | |

|  |  |
| --- | --- |
| |  | | --- | | [**Lire les 22 questions/réponses**](https://cpme-pdl.us9.list-manage.com/track/click?u=16df6f45589ed3eca4095be2e&id=c51ced81c5&e=adc44da79f) | |

|  |  |
| --- | --- |
| |  | | --- | | **Boîtes à outils** | |

**\* Les Liens sont actifs**

* [Mesures exceptionnelles liées à la crise sanitaire – Banque de France](https://entreprises.banque-france.fr/coronavirus)
* [Amendement à la loi d’urgence pour faire face à l’épidémie de COVID 19, précisant que « toutes les entreprises bénéficieront du dispositif de chômage partiel adopté »](C://Users/Utilisateur/AppData/Local/Microsoft/Windows/INetCache/Content.Outlook/728YIMFR/Assembl%C3%A9e%20nationale%20_%20D'URGENCE%20POUR%20FAIRE%20FACE%20%C3%80%20L'%C3%89PID%C3%89MIE%20DE%20COVID-19%20(no%202764)%20-%20Amendement%20no%20233.html)
* [Mise en œuvre du décret n° 2020-281 du 20 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-247 du 13 mars 2020 relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19, vous trouverez en PJ des éléments de réponse.](https://drive.google.com/open?id=1meH8iNvgRF5Co4fHGV5sbzEWhjcWDfUr)
* [Démarches d’aides Covid-19](https://drive.google.com/open?id=1Zh1cGWO7YNImFMN1YkjYfXZJ_9ytqxxx)
* [Informations partenaires URSSAF – Covid-19](https://drive.google.com/open?id=1c7xdv9scehr5UP15QvG_2sXmX3LojY9r)
* [Informations coordonnées Interlocuteurs Covid-19](https://drive.google.com/open?id=1v2LLvp2KyQ7GOer-OyaaBVleNN5LeFTu)
* [Covid-19 Présentation La DIRECCTE](https://drive.google.com/open?id=1QuRljASNYAc1bEclbDckRkympUFYx0Cl)
* [Présentation COVID19 20 mars 2020](https://drive.google.com/open?id=195AdyGZgqO7Th5y6cFNB8FhkG2qhEmeY)
* [Questions Réponses Covid-19](https://drive.google.com/open?id=1-DhJAmH1Uisk4J5mrTW5AN5eQA4odAuV)
* [Fiche expert coronavirus](https://drive.google.com/open?id=1v6V4KbF_Qu5_Sr_jh86gw1jYuLrsNxru)
* [Flyer Action Sociale](https://drive.google.com/open?id=1N_l0ATgiNIyWzJwQE1-eQWBeDN1z7DWO)
* [FAQ DE LA DGE](https://drive.google.com/open?id=12P3Z9iArAsEGUdH4dEj5Lncllkzk5aJq)
* [Fonds de solidarité](https://drive.google.com/open?id=1ifPA0Tp2dc9KK4j1hkqzJG25aA_cwFcX)
* [Garantie État établissement de crédit](https://drive.google.com/open?id=14UMGGEd86HOQNMN-PifwMt1tqAu7-UzX)
* [Démarche pour bénéficier d’un prêt garanti par l’État](https://drive.google.com/open?id=1VS6CBFsfl2L6s6pOUvR6jxNcBBZnIA4l)
* [Fiche produit prêt garanti](https://drive.google.com/open?id=1D50Lv7b5jdx91Vqy7t3wbbVWipFU4W7z)
* [Q&A Prêt garanti](https://drive.google.com/open?id=1VmKaow7R9LsvmFkejkfObTChNE3MRh4E)
* [Arrêté garantie de l’État Établissements de crédit](https://drive.google.com/open?id=1D3nzRPDYx1lMf_141yON5kfh7SNhqEgu)
* [URSSAF](https://www.urssaf.fr/portail/home/actualites/toute-lactualite-employeur/mesures-exceptionnelles-pour-les.html)
* [URSSAF synthèse des mesures prises pour les travailleurs indépendants](https://drive.google.com/open?id=1wljY5pFDAKMkB7QPEpj6x1OMZgybC2qA)
* [Action sociale de la branche recouvrement](https://drive.google.com/open?id=1lzvfP-VlWc_W7IC8cKEYFnK-lfCEcbyH)
* [Communiqué du Tribunal de Commerce de Saint Malo](https://drive.google.com/open?id=1P3-O-BHtC9sjjDw5hHpAypocoSgRs6Uh) Chambre de Prévention dont le rôle est d’aider les entreprises en difficulté à éviter le dépôt de bilan.
* [Flyer soutien aux entreprises](https://drive.google.com/open?id=1iLnAaZ9Dg8c6mKxMRHIPKy61IFEt1BA_)
* [Arrêté au Journal Officiel](https://drive.google.com/open?id=1HdvEZvqatVtZ0-NrIoqmNFfz9UQnTtjH)
* [Justificatif déplacement professionnel](https://drive.google.com/open?id=15Ceq_B9ceFYhChfj4ajugNj8zvUhs9T-)
* [Coronavirus Covid-19 : soutien aux entreprises et aux salariés (Note de l’ordre des Experts Comptables)](https://drive.google.com/open?id=1DHgyN64k5uv9PSymJRsTI9xKBXQ9pxIO)
* [Informations interlocuteurs](https://drive.google.com/open?id=1QNA7sMp3-vBGWh2XVfbU_ofmVto5vzrE)
* [Fiche pandémie Covid19](https://drive.google.com/open?id=138t_-jbv2zW-u10qP9Xk0rAIqfgN9HBX)
* [Mise en œuvre de l’activité partielle](https://drive.google.com/open?id=1mJ_umyZnWsMx5aVCjyalWvvKWe3SS_1L)
* [Synthèse mesures projet de loi Covi19](https://drive.google.com/open?id=17jAZ3HT07oe-P1_U8QtpoKyaIvTEmSEf)
* [Revue fiduciaire comment doit s’adapter le monde du travail](https://drive.google.com/open?id=18hp31upf-3-64JHdQKu6J-jwhecr7aQF)
* [Courrier FFB difficulté chômage partiel](https://drive.google.com/open?id=1OREOafJrcLp7difK421YZtQYk8_h95eo)
* [CP Crédit Agricole en Bretagne](https://drive.google.com/open?id=1tszED0CqPlUj9zbsYUMP9YdgtS0eIdeU)
* [CP réseaux des Urssaf et des services des impôts](https://drive.google.com/open?id=1gqO2zR6ETuKxixo9ZmG0O8rw3CDXNWKw)
* [Modèle courrier Bailleur](https://drive.google.com/open?id=1a_SE-NmYxgVVXOiISMYdT-6b7mwx1MyC)
* [Modèle lettre demande report d’échéances](https://drive.google.com/open?id=11abrVf3XqMA_65ne2-fdSCojENLBo4CK)
* [Modèle de suspension de loyers](https://drive.google.com/file/d/15Tvnrqf8Q2G_5ER-dMrz1ONy_8NMjWDb/view)
* [Modèle de lettre de demande de remboursement de l’impôt sur les sociétés](https://drive.google.com/file/d/1LbH3qWRFXMZCQHuGV798qKi0a42HdtAl/view)

# [Coronavirus : point sur les baux commerciaux](https://drive.google.com/open?id=1fYv3uatR5L1mBIVqadfvmPG9R9cn3lqq)

* [Formulaire fiscal simplifié Demande de délai de paiement et/ou de remise d’impôt](https://drive.google.com/open?id=13DhtvkzgkfvZMNc6pHxSE8bnyKpYVdji)
* [Attestation de garde d’enfants](https://drive.google.com/open?id=1dNOe5I3b8A0kSjlaqDYSFEr4xb8K1pJ_)
* [Fiche info Télétravail](https://drive.google.com/open?id=1yRS37vdXGj-OzDUqxRU9QwxLki8OOyqQ)
* [Accompagnement dans l’élaboration du PCA](https://drive.google.com/open?id=138t_-jbv2zW-u10qP9Xk0rAIqfgN9HBX)
* https://www.mon-entreprise.bzh/actualites/coronavirus-elaboration-du-plan-de-continuite-dactivite-pca
* [Contrats en alternance et formation](https://drive.google.com/open?id=17jbxJjWOhrn9uMfJz4XGhDp_dnaHhDW5)
* [Travailleur indépendant mesures sociales](https://drive.google.com/open?id=18ijr_HShlfE_7qwmnQ4ctcsX5OT5gvIk)
* [Aide 1500€](https://drive.google.com/open?id=16RHt4efndxr73rWJ34M70TKGL_NC4IMu)
* [TVA coronavirus Les mesures d’aides – experts comptables](https://drive.google.com/open?id=1eSgG4pzE-7mtfHoH7EqoI8qQJVqJKPqZ)
* [Les étapes pour obtenir un prêt garanti par l’État pour les entreprises de moins de 5 000 salariés](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/infographie_-_demarches_pour_beneficier_d_un_pret_garanti_par_l_etat.pdf)
* Le ministère du Travail a publié un [schéma](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/jpg/arbre_decision_activite_partielle.jpg) à destination des employeurs pour les aider à prendre, ou pas, la décision d’avoir recours à l’activité partielle.
* [Arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=D71805FDB8719BCAA696EC764810F743.tplgfr29s_1?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041722651&utm_source=CPME+Paris+Ile-de-France&utm_campaign=5caaa299d8-20200315_Coronavirus&utm_medium=email&utm_term=0_b0ef0a088c-5caaa299d8-48740779" \t "_blank)
* [Arrêté du 15 mars complétant l’arrêté du 14 mars](https://drive.google.com/open?id=1q6VzJrG6sIZpM4MvyAhzbrT0WE6PtNTY)
* [Mesures relatives à la prévention de la contamination par le virus dans les transports publics de voyageurs et de marchandises](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=6BC4CC1B35608DDCB4ABBD7B4B69685F.tplgfr37s_3?idArticle=LEGIARTI000041738088&cidTexte=LEGITEXT000041725829&dateTexte=20200321)
* Les nouvelles règles applicables en matière d’activité partielle : <https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/activite-partielle>
* En ligne sur le site de la DIRECCTE Bretagne : <http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-Prets-garantis-par-l-Etat>
* [Communiqué de presse entreprisesunies-covid19.bzh](https://drive.google.com/open?id=1NjZby35CfVvedbS6vIErJnQYOcQWfbky)

[La Région lance une plateforme pour recenser les offres de services des](https://drive.google.com/open?id=1NjZby35CfVvedbS6vIErJnQYOcQWfbky)

[entreprises à destination des acteurs de santé](https://drive.google.com/open?id=1NjZby35CfVvedbS6vIErJnQYOcQWfbky)

* [Les derniers dispositifs](https://www.cpme.fr/actualites/economie/covid-19-les-derniers-dispositifs) document de la CPME

## [Base de connaissances Mesures d’urgence pour les entreprises confrontées au Covid-19](https://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb/)

* La direction générale des entreprises a produit un « [Questions/Réponses](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_24_faq_sap_covid19_v_24_03_2020.pdf)» à l’attention des entreprises de services à la personne (en date du 24/03/2020)
* « Questions / réponses » à l’attention des structures de l’insertion a fait [l’objet d’une mise à jour le 24](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_24_covid-19-qr-entreprises-inclusion-24-03.pdf) mars.
* Une cellule d’experts exclusivement dédiée à formuler des préconisations concrètes, par secteur ou par métier, pour poursuivre l’activité de l’entreprise tout en **préservant la santé et la sécurité des salariés** a été mise en place au sein du ministère du Travail. Ces experts produiront des outils pratiques et opérationnels afin que des entreprises de toute taille puissent se les approprier et mettre en œuvre les préconisations formulées. Au total, environ 15 fiches pratiques seront produites, en lien avec les secteurs concernés. [Plus d’info](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-Assurer-la-securite-et-la-sante-des-travailleurs)
* Pour contribuer à sécuriser l’approvisionnement en gel hydroalcoolique et produits ou services sanitaires, le ministère de l’Économie et des Finances a soutenu la mise en place d’une **plateforme** [stopcovid19.fr](https://stopcovid19.fr/customer/account/login/) permettant de mettre en relation les fabricants et les clients de gels hydroalcooliques. [Plus d’info](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_25_cp2094_-_stopcovid19.fr.pdf)
* Bruno Le Maire, Muriel Pénicaud et Didier Guillaume, ont proposé le 24 mars, un plan de soutien spécifique afin de faciliter les [règles d’accès à l’emploi pour le secteur agricole et agroalimentaire](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_24_cp_2093_-_plan_de_soutien_de_l_agriculture.pdf)

**Nos partenaires en action pour vous soutenir**

**Crise du Coronavirus**

[Proposition de coaching d’appui aux chefs d’entreprises.](https://drive.google.com/open?id=1m70gaZ5r038Ad8ATYk-jLX_tCdYj00-n)

**60 000 Rebonds s’associe à l’effort national pour soutenir les entrepreneurs et mobilise les 320 coachs de son réseau**

Concrètement, tout entrepreneur qui en exprimerait le besoin peut s’adresser à l’antenne locale de 60 000 Rebonds qui le mettra en contact avec un coach de l’association :

**3h de coaching,**soit 2 à 3 séances en Visio ou par téléphone**, seront proposées gracieusement aux entrepreneurs qui en feront la demande en précisant dans l’objet « demande de coaching d’appui »** via le lien suivant : [https://bit.ly/3beOjOS](https://186004.g9.mp-stats.com/redirect/?s=OuRA%2bBc8GAz1p9m4jv%2bpjbMgrKNsLOkpFAaJrf5iYpWu%2bWT4w%2f94Z8jmSIPtkZ9uFu%2bEKCXShL6eJg%2fgj%2b2%2b37%2fvOxxgFns0X4%2bKX5olv1A2ToDR5efUyGTOSRyvDv3g&e=%2fG9ADt8draoszo9bw2y7TdFUgulh%2bDR4OfgMphyHLWw%3d)

Ce dispositif exceptionnel sera opérationnel pendant toute la période de confinement.

**Outils gratuits mis à disposition par notre adhérent** [Elyazalée](http://www.elyazalee.com)

En cette période compliquée pour ceux qui ont la nécessité de continuer à travailler nous pouvons vous proposez des solutions **GRATUITES** pour le télétravail :

* Groupware pour équipe (chat, partage fichier, confcall, etc)
* Visioconférence pour équipe / clients (jusqu'à 40 personnes)

Nous pouvons aussi vous guider pour des solutions de :

* Téléphonie VoIP
* Mailing postal
* Mailing SMS
* Emailing
* Etc.

**Nous restons bien entendu disponibles pour la mise à jour de vos sites internet ou de votre communication de crise...**

Contact : Loïc PIQUARD

Support : [support@mon-assistance.fr](mailto:support@mon-assistance.fr)  
Tél. : 09 52 53 81 76

**Groupement de gendarmerie des Côtes d’Armor – Prévention cybercriminalité**

Le **Covid 19** est actuellement le principal appât des pirates informatiques qui exploitent le besoin d'information sur l'évolution de la situation ou sur les aides.

* Veuillez trouver [quelques renseignements](https://drive.google.com/open?id=1VeGMgkwNogkES2nIsLGOLAZATb47bz9o) pour les entreprises et les salariés en télétravail.
* Vous pouvez les rejoindre sur leur page Facebook du Groupement de Gendarmerie des Côtes d'Armor <https://fr-fr.facebook.com/pages/category/Government-Organization/Gendarmerie-des-C%C3%B4tes-dArmor-1627619020862690/> où vous trouverez différentes informations et actualités.

Ils proposent également dans la situation sanitaire actuelle, de bénéficier gratuitement de la surveillance de vos emprises en vous inscrivant au dispositif OTE (**Opération Tranquillité Entreprises pour les artisans, commerçants, entreprises**). Pour lutter contre les cambriolages, la gendarmerie des Côtes d'Armor s'engage à veiller sur votre commerce ou votre entreprise pendant votre absence.

Alors ayez le bon réflexe en vous signalant à la Gendarmerie de votre domicile par téléphone ou par mail. Pendant votre absence, des patrouilles de surveillance seront effectuées, de manière aléatoire, de jour comme de nuit, en semaine comme le week-end, afin de dissuader tout individu de tenter de cambrioler votre entreprise/votre commerce.

Notre partenaire l’association GSC assure le standard téléphonique de l’association, pour répondre le mieux possible aux dirigeants, qu’ils soient affiliés ou non.  Toutes informations sont disponibles et mises à jour sur le site internet de la GSC [www.gsc.asso.fr](http://www.gsc.asso.fr) dès que l’actualité le nécessite.

Ils continuent également de répondre aux demandes plus particulières d’affiliés, mais aussi de courtiers, experts comptables, avocats, partenaires…

**HOTLINE CPME BRETAGNE**

**Vous rencontrez des difficultés à faire valoir vos droits ?**

**La CPME Bretagne vous propose d’intervenir en cas de refus d’accès au chômage partiel, de difficultés quant au report de prélèvement fiscal ou social, fonds de solidarité, crédit bancaire…**

**Merci de nous remonter les dossiers des entreprises confrontées à cette situation.** <contact@cpme-bretagne.fr>

**CONTACTS UTILES**

**Chefs d’entreprises, entrepreneurs, artisans, commerçants, industriels, pour vous aider à faire face aux conséquences économiques, sociales et sanitaires de la crise du Covid-19, nous sommes à votre écoute.**

**L’union des CPME territoriales pour vous répondre**

|  |  |
| --- | --- |
| **CPME 22**  3, rue Calloët Kerbrat  22440 Ploufragan  [cpme22@cpme-bretagne.fr](mailto:cpme22@cpme-bretagne.fr)  Tél. : 06 72 31 72 34 | **CPME 29**  Bâtiment TECH IROISE, 1, rue des ateliers BP 223  29290 Saint-Renan  [Cpme29@cpme-bretagne.fr](mailto:Cpme29@cpme-bretagne.fr)  Tél. : 06 51 53 98 90 |

|  |  |
| --- | --- |
| **CPME 35**  LE 107 – CS 10704  107 avenue Henri Fréville  35 207 Rennes Cedex 2  [cpme35@cpmebretagne.fr](mailto:cpme35@cpmebretagne.fr) | **CPME 56**  3 Place Albert Einstein  56000 Vannes  [Cpme29@cpme-bretagne.fr](mailto:Cpme29@cpme-bretagne.fr) |

